

# MENTIONS LEGALES

La Plateforme SAT-TELEMED, se présente sous la forme d'un site Internet disponible gratuitement pour les agents de la fonction publique, et consistant en une plateforme interactive de santé au travail qui permet la mise en relation avec un professionnel de santé, de procéder à des téléconsultations et, plus globalement, des actes de télésoin.

La plateforme est un moyen mis à disposition par les Ministères Sociaux pour développer la santé au travail par la télé médecine.

Le site comprend un seul espace de travail dédié exclusivement aux professionnels de santé identifiés par les Ministères Sociaux.

## Informations légales

### Editeur du site

La Plateforme SAT-TELEMED est un site édité pour le compte du Secrétariat général Direction des ressources humaines des Ministères Sociaux ayant le siège social à l'adresse suivante : 14 avenue Duquesne 75350 Paris

### Directeur de la publication

Dr. Williams JOSSE, coordonnateur national de prévention, chef de projet de télé médecine en santé au travail, 14 avenue Duquesne 75350 Paris

### Prestataire informatique

Les Ministères Sociaux ont confié à un opérateur spécialisé en e-santé et télé médecine (ci-après dénommé AVIS2SANTE) la conception, le développement, la maintenance et le support de la Plateforme.

AVIS2SANTE, 145 rue d'Ollioules, zone La Millonne 2, 83140 Six Fours Les Plages

Tél : 06 38 54 29 44

Mél : [contact@avis2sante.fr](mailto:contact@avis2sante.fr)

[www.avis2sante.fr](http://www.avis2sante.fr)

### Hébergeur du site

SynAaPS Datacenter Technologies (Ciril GROUP)

49 Av. Albert Einstein, 69100 Villeurbanne

La Plateforme sat-telemed.fr est hébergée et infogérée par SynAaPS, hébergeur cloud agréé Santé depuis 2015. Son infrastructure et ses offres d'hébergement et d'infogérance sont par ailleurs certifiées Santé depuis 2019.

### Données personnelles

Lorsque des données présentes sur ce site ont un caractère nominatif, les utilisateurs doivent en faire un usage conforme aux réglementations en vigueur et aux recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) et à la loi Informatique et Liberté 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'opposition (art. 38), d'accès (art. 39), de rectification ou de suppression (art. 40) des données qui vous concernent. Vous pouvez exercer ce droit en vous adressant au ministère des Affaires Sociales et de la Santé.

Pour en savoir plus, consulter la page [Données personnelles et cookies](#)